



Evaluation Régionale De Base

Région II: Liban, Jordanie, Palestine,
Égypte et Libye

15.08.2020
Antoine Karam



01	Introduction	3
02	Cadre politique et réglementaire	4
03	Conditions du marché	6
04	Contexte socioculturel	9
05	SWOT (FFOM)	10
06	Références	12

Ce rapport comprend une évaluation de base des conditions favorables au développement des entreprises vertes et circulaires dans la région du Liban, de la Jordanie, de la Palestine, de l'Égypte et de la Libye. Il contient un aperçu rapide du cadre politique et réglementaire, de la demande du marché et des facteurs socioculturels.

Comme présenté plus bas, ces pays sont très différents en matière de superficie, de taille de population et de PIB par habitant. Toutefois, malgré leurs différences, un grand nombre de ces pays font face à des problèmes similaires en ce qui concerne la mise en place d'un environnement favorable aux entreprises vertes et circulaires.

Le concept d'économie circulaire est encore relativement nouveau pour les pays de cette région, et les mesures pour inciter les entreprises à amorcer une transition vers des pratiques vertes et circulaires sont limitées. En raison de l'instabilité politique, économique et sociale de cette région, les priorités des habitants et des entreprises portent sur leur sécurité physique et économique sur le court terme, et les consommateurs sont sensibles aux prix.

Il existe toutefois certaines politiques dans la région qui soutiennent les entreprises vertes, même si les lois ne sont pas toujours appliquées. La sensibilisation à l'économie circulaire se développe chez les jeunes, qui représentent une grande partie de la population de cette région.

¹ Réfugiés compris

² Selon les données 2019 de la Banque mondiale. Le PIB change rapidement en raison de la crise économique, de la dévaluation de la monnaie, de la crise des liquidités et de l'épidémie de COVID-19.

³ Selon les données 2019 de la Banque mondiale. Le PIB par habitant change rapidement en raison de la crise économique, de la dévaluation de la monnaie, de la crise des liquidités et de l'épidémie de COVID-19.

⁴ Données des Nations unies. <https://unstats.un.org/unsd/demographic/products/dyb/dyb2012/Table03.pdf>

⁵ Données de Worldometers. <https://www.worldometers.info/world-population/state-of-palestine-population>

Remarque: Ce rapport repose sur les profils pays individuels développés dans le cadre de cet exercice. Pour en savoir plus sur ces pays, reportez-vous aux profils pays correspondants

Caractéristiques des pays du groupe III

Pays	Taille	Population	PIB	PIB par habitant
Liban	10,452 km ²	6.1 Millions ¹	\$ 53 milliards ²	\$ 7,784 ³
Jordanie	89,342 km ²	10.3 Millions	\$ 44 milliards	\$ 4,278
Palestine	6,020 ⁴ km ²	5.1 Millions ⁵	\$ 15 milliards	\$ 3,199
Égypte	1,010,408 km ²	97 Millions	\$ 303 milliards	\$ 2,573
Libye	1,759,541 km ²	6.8 Millions	\$ 52 milliards	\$ 7,684



Aperçu général

Dans cette région, les cadres politiques et réglementaires en matière d'économie circulaire changent d'un pays à l'autre. Mais, d'une manière générale, ces pays ne disposent d'aucun cadre d'économie circulaire digne de ce nom au sein de leur réglementation.

Ils ont tout de même tous des politiques de protection de l'environnement, même si elles sont obsolètes et/ou ne couvrent pas tous les problèmes environnementaux. Ils ont également des politiques visant à :

- réduire les taxes sur la production de produit verts
- réduire ou supprimer les taxes à l'importation sur les produits verts
- mettre en place des mesures visant à inciter la création de start-up et d'entreprises (vertes)

Malheureusement, les habitants et les entreprises de cette région n'ont pas assez connaissance de ces politiques, et ces dernières doivent être davantage appliquées (en général). Les éléments suivants constituent des obstacles à leur application : facteurs culturels, absence de cadres juridiques secondaires, absence de suivi, faible nombre d'inspecteurs, instabilité politique, économique et sécuritaire, corruption et capacités financières insuffisantes.



Stratégies nationales et plans d'action pour l'économie circulaire

La définition, la mise en œuvre et l'intégration du concept d'économie circulaire et de ses principes dans les stratégies et les plans d'action est encore faible dans cette région.

La Jordanie est le seul pays à avoir récemment développé des plans d'action nationaux pour la croissance verte (CV-PNA) dans six secteurs : l'énergie, les déchets, l'eau, le transport, l'agriculture et le tourisme. Ces six plans d'action ont été développés pour soutenir une croissance économique inclusive d'un point de vue social, et durable d'un point de vue environnemental. Ces six plans d'action comprennent un cadre de croissance verte pour le secteur correspondant, une évaluation de la situation actuelle, les priorités sectorielles, les objectifs, les actions et les modalités de mise en œuvre.

En Jordanie, en Palestine et en Égypte, la plupart des développements ont eu lieu dans le domaine de la production d'énergie propre, et ont été motivés par des intérêts économiques : les ménages et les entreprises essaient de réduire leur facture énergétique par le biais de panneaux solaires ou de systèmes de chauffage solaire. Les politiques de tarifs de rachat, les prêts bancaires subventionnés et la réduction des taxes à l'importation pour les équipements d'énergie propre ont stimulé les investissements dans ce secteur. Bien que la Libye et le Liban soient confrontés à des coupures de courant récurrentes, l'énergie propre est encore très peu représentée dans leur palette énergétique. Cela peut être dû en Libye au faible coût du pétrole, et au Liban à l'absence de politiques pour les tarifs de rachat, à la petite taille du pays et aux prix élevés de l'immobilier.

Le secteur de la gestion des déchets est un point sensible important pour tous les pays de la région. Même si la mauvaise gestion des déchets s'explique de différentes manières d'un pays à l'autre (corruption, absence de politiques et/ou de plans d'action, barrières culturelles, capacités financières...), le résultat reste le même : la plupart des pays finissent par déverser leurs déchets dans des décharges.

Le modèle d'agriculture moderne et biologique (culture hydroponique, agriculture verticale...) se développe progressivement dans la région, principalement en raison des pénuries d'eau et de la demande grandissante de nourriture saine. Toutefois, la Jordanie et l'Égypte sont les seuls pays à disposer de plans d'action et/ou de programmes importants pour soutenir ce secteur.



Instruments financiers et fiscaux

Comme indiqué plus haut, les pays de cette région ont des politiques visant à réduire les taxes sur la production de produits verts, et à réduire ou éliminer la taxation à l'importation sur les produits verts. Néanmoins, la sensibilisation à ces politiques doit être renforcée, car très peu d'entreprises sont en mesure d'en bénéficier.

Les start-up et les entreprises vertes peuvent également bénéficier de politiques existantes qui visent à soutenir les entreprises du secteur des TIC et/ou « classiques ». Les mesures incitatives pour soutenir la création des start-up et entreprises (vertes) se présentent généralement sous la forme d'une exemption ou d'une réduction de taxe. Mais tout comme les politiques sur l'importation ou la production de produits verts, plus de sensibilisation est nécessaire afin d'augmenter le nombre d'entreprises pouvant bénéficier de ces incitations.

Enfin, même si des politiques officielles d'achat public existent dans ces pays (dans une certaine mesure), leurs critères de sélection n'incluent pas l'impact environnemental. Les programmes d'écolabel visant à promouvoir les produits et services relevant de l'économie circulaire sont inefficaces ou inexistantes. En outre, la corruption, le favoritisme, la concurrence déloyale, le manque de transparence et la méconnaissance qui caractérisent les marchés publics réduisent l'intérêt que leur portent les entreprises.

Sensibilisation des consommateurs

La sensibilisation des consommateurs à l'économie circulaire est faible dans la région, mais augmente rapidement grâce à une nouvelle génération éco-responsable et aux réseaux sociaux.

Même si la demande de produits et services verts est encore faible et représente moins de 5 % de la part de marché, la population jeune est de plus en plus attirée par ces produits et services, et certaines initiatives prometteuses ont vu le jour au cours des dix dernières années, surtout au Liban, en Jordanie et en Égypte.

Main d'œuvre locale

Le taux d'alphabétisation est élevé dans la région, culminant à 97,9 % en Jordanie⁶ et à 95,7 % au Liban⁷.

Si la qualité de l'enseignement est relativement bonne (en 2018, le Liban se situait au 4^e rang mondial en matière de qualité de l'enseignement des mathématiques et des sciences⁸), il est principalement orienté vers les sciences (la Jordanie fait partie des 10 % de pays au monde où les scientifiques et les ingénieurs sont les plus « disponibles »⁹). Par conséquent, le marché du travail de cette région dispose d'une expertise technique générale, mais cette expertise n'est pas axée sur le secteur de l'économie circulaire. Il est possible que le système éducatif ne sensibilise pas de façon systématique aux problèmes environnementaux, ni à l'économie circulaire.

En Libye et en Palestine, l'écosystème est moins dynamique que dans les trois autres pays. Cependant, certaines universités ont pris l'initiative de mettre en place des réseaux et des compétences d'entrepreneuriat pour les entrepreneurs en phase de démarrage, mais leur soutien se limite généralement à la formation, à l'accompagnement et au mentorat. Les organisations internationales lancent parfois des programmes visant à soutenir les entrepreneurs, mais l'aide proposée est bien en-deçà du soutien nécessaire.

Enfin, la coordination entre les parties prenantes et les acteurs des secteurs relevant de l'économie circulaire est quasiment inexistante à l'échelle nationale et régionale.

Mécanismes de financement

Les possibilités de financement pour les entreprises vertes et circulaires ont tendance à être limitées dans la région, en raison de différents facteurs, notamment l'instabilité économique et politique au Liban, en Palestine, en Égypte et en Libye, et le manque de sensibilisation autour de l'économie circulaire dans la région.

Les entrepreneurs semblent faire face à des sources de financement limitées, que ce soit en matière de prêts bancaires ou d'aides internationales, ou au sein de leur propre réseau. La vision des investisseurs est davantage à court terme, et la plupart des projets environnementaux appellent une plus longue période avant d'obtenir un retour sur investissement.

⁶ Données sur le développement humain. PNUD. <http://hdr.undp.org/en/data>

⁷ Données de Trading Economics. [https://tradingeconomics.com/Liban/literacy-rate-adult-total-percent-of-people-ages-15-and-above-wb-data.html#:~:text=15%20And%20Above\),Literacy%20rate%2C%20adult%20total%20\(%25%20of%20people%20ages%2015%20and,compiled%20from%20officially%20recognized%20sources](https://tradingeconomics.com/Liban/literacy-rate-adult-total-percent-of-people-ages-15-and-above-wb-data.html#:~:text=15%20And%20Above),Literacy%20rate%2C%20adult%20total%20(%25%20of%20people%20ages%2015%20and,compiled%20from%20officially%20recognized%20sources)

⁸ Indice mondial de compétitivité, édition 2017-2018. Forum économique mondial. http://www3.weforum.org/docs/GCR2017-2018/03CountryProfiles/Standalone2-pagerprofiles/WEF_GCI_2017_2018_Profile_Liban.pdf

⁹ TCData360. Banque mondiale. 2017. https://tcdata360.worldbank.org/indicators/hd0e189de?country=JOR&indicator=607&viz=bar_chart&years=2017&indicators=944

Niveaux d'innovation

Cette région manque cruellement d'idées innovantes et créatives : la plupart des entrepreneurs « recyclent » des idées qui ont été déployées dans d'autres régions du pays ou dans d'autres pays, et essaient de les adapter à leur contexte ou région.

Les budgets pour la recherche et le développement sont faibles dans la région, et très peu d'idées innovantes en matière d'économie circulaire y ont vu le jour.

Incubateurs, accélérateurs et programmes de formation

Le Liban, la Jordanie et l'Égypte bénéficient d'une scène entrepreneuriale très dynamique. Par exemple, en 2015, le Liban avait le taux le plus élevé de création d'entreprises au monde, et se classait au quatrième rang en matière d'activité entrepreneuriale totale en phase de démarrage, un indicateur mesurant le pourcentage de personnes en train de créer une entreprise¹⁰. En 2019, l'Égypte disposait du marché capital-risque le plus actif de la région MENA, 25 % de toutes les transactions se produisant dans la région¹¹. En Jordanie, des start-up telles que Souq.com, Maktoob et d'autres ont pu obtenir un capital d'amorçage de plusieurs millions auprès des spécialistes du capital-risque.

Bien que les incubateurs, les accélérateurs, les programmes de formation et les entreprises soient bien établis, ils sont principalement orientés vers le secteur des TIC. En ce qui concerne les spécialistes du capital-risque et les investisseurs individuels, ils sont encore trop peu nombreux.

En Libye et en Palestine, l'écosystème est moins dynamique que dans les trois autres pays. Cependant, certaines universités ont pris l'initiative de mettre en place des réseaux et des compétences d'entrepreneuriat pour les entrepreneurs en phase de démarrage, mais leur soutien se limite généralement à la formation, à l'accompagnement et au mentorat. Les organisations internationales lancent parfois des programmes visant à soutenir les entrepreneurs, mais l'aide proposée est bien en-deçà du soutien nécessaire.

Enfin, la coordination entre les parties prenantes et les acteurs des secteurs relevant de l'économie circulaire est quasiment inexistante à l'échelle nationale et régionale.

¹⁰ Global Entrepreneurship Monitor. <https://www.gemconsortium.org/economy-profiles/Liban>

¹¹ MENA startups break records in 2019, Égypte top country by number of agreements. *Entreprise, the state of the nation*. <https://enterprise.press/stories/2020/01/13/mena-startups-break-records-in-2019-Égypte-top-country-by-number-of-agreements-9742/>

¹² World Economic Forum, *The Global Competitiveness Report 2019*, 2019.

Compétitivité

Dans cette région, le niveau de compétitivité des économies est variable. La Jordanie, le Liban et l'Égypte occupaient respectivement les 70^e, 88^e et 93^e places en matière de compétitivité selon l'édition 2019 du rapport sur la compétitivité mondiale

¹² Forum économique mondial, rapport sur la compétitivité mondiale 2019.

Indice de compétitivité mondiale (classement 2019)¹²

Pays	Note	Classement/141
Jordanie	60,9	70
Liban	56,3	88
Égypte	54,5	93
Libye	Non analysé dans l'édition 2019 du rapport sur la compétitivité mondiale	
Palestine	Non analysé dans l'édition 2019 du rapport sur la compétitivité mondiale	

Recherche et Développement

Comme indiqué ci-dessous, aucune donnée sur les investissements dans la recherche et le développement n'est disponible pour le Liban, la Libye et la Palestine. La Jordanie et l'Égypte occupaient les 53^e et 79^e places en matière de dépenses pour la recherche et le développement (% du PIB) :

¹³ Forum économique mondial, rapport sur la compétitivité mondiale 2019.

Dépenses pour la recherche et le développement en pourcentage du PIB (chiffres de 2019)¹³

Pays	Note	Classement/141
Égypte	0,6	53
Jordanie	0,3	78
Liban	N/A	N/A
Libye	Non analysé dans l'édition 2019 du rapport sur la compétitivité mondiale	
Palestine	Non analysé dans l'édition 2019 du rapport sur la compétitivité mondiale	

La région ne connaît pas assez l'économie circulaire et limite souvent cette dernière à la production d'énergie propre, à la production de fruits et légumes bio et à la gestion des déchets. Comme indiqué plus haut, le taux d'alphabétisation est relativement élevé et le marché du travail dispose d'une réelle expertise technique générale, mais cette expertise n'est pas orientée vers le secteur de l'économie circulaire. Il est possible que les systèmes éducatifs ne sensibilisent pas de façon systématique aux problèmes environnementaux, ni à l'économie circulaire.

Toutefois, l'entrepreneuriat fait l'objet d'un grand respect dans cette région, et est souvent perçu comme un bon choix de carrière.

Il convient tout de même de mentionner un aspect social important dans cette région : les citoyens manquent de confiance envers leurs gouvernements. À l'exception de la Jordanie, tous les autres pays subissent une instabilité politique et économique depuis plus de dix ans. L'accès aux données est particulièrement difficile dans cette région, et les systèmes de gouvernance sont fragilisés par le favoritisme et le clientélisme. Les citoyens n'ont également pas l'habitude de vérifier les faits et les données. Ce comportement basé sur la perception entraîne une perte d'opportunités, de faibles revenus, une stigmatisation...

¹⁴ Transparency International, indice de perception de la corruption, 2019. https://images.transparencycdn.org/im-ages/2019_CPI_Report_EN_200331_141425.pdf

¹⁵ Rapport sur la compétitivité mondiale 2019. Forum économique mondial. http://www3.weforum.org/docs/WEF_TheGlobalCompetitivenessReport2019.pdf

¹⁶ Enquête sur les conditions de vie des ménages et de la population active, 2018-2019. OIT. <https://data2.unhcr.org/en/documents/download/73718>

¹⁷ Données de la Banque mondiale. <https://data.worldbank.org/indicator/SL.UEM.TOTL.NE.ZS?locations=PS>

Niveaux perçus de corruption du secteur public par le pays (chiffres de 2019)¹⁴

Pays	Classement / 180
Jordanie	60
Égypte	106
Liban	137
Libye	168
Palestine	N/A

En outre, les taux de chômage sont très élevés dans la région, et sont bien en-deçà de la moyenne européenne (6,3 % en 2019). Cela pousse aussi les jeunes à se tourner vers un « entrepreneuriat de nécessité » : certains s'intéressent au secteur vert car il pourrait représenter une niche de marché pour leurs produits ou services.

Taux de chômage* (chiffres de 2019)¹⁵

Pays	Classement / 180
Jordanie	18.6%
Égypte	11.4%
Liban ¹⁶	11.4%**
Libye	16.9%
Palestine ¹⁷	25.3%

* Il est possible que les données d'aujourd'hui diffèrent considérablement des données de 2019 en raison des impacts de la pandémie mondiale actuelle.

** Le taux de chômage est de 23% chez les jeunes et de 35,7% chez les personnes diplômées d'université. Il est possible que les données de 2020 soient très différentes des données de 2019 en raison de la crise économique du Liban, de la dévaluation de la monnaie, de la crise des liquidités et de l'épidémie de COVID-19.

Dans le but de créer un document de synthèse pour la région, nous avons réalisé une analyse FFOM pour mieux identifier et comprendre les forces, faiblesses, opportunités et menaces.

Les forces sont définies comme des facteurs favorables au développement d'affaires vertes et circulaires. Les faiblesses correspondent à des facteurs qui empêchent le développement affaires vertes et circulaires. Les opportunités sont des développements futurs qui pourraient encourager la création d'affaires vertes et circulaires. Les menaces sont quant à elles des développements futurs qui pourraient menacer la création d'affaires vertes et circulaires.

Forces

- Le marché du travail présente des compétences techniques et éducatives
- Les politiques environnementales associées aux avantages économiques sont très susceptibles d'être adoptées par les entreprises (accès aux nouveaux marchés, réduction de taxes, création d'emplois...)
- Certaines politiques environnementales existent mais ne sont pas mises en application
- Il existe un écosystème dynamique de start-up : des incubateurs, des accélérateurs, des spécialistes du capital-risque et des entreprises de formation et d'accompagnement sont déjà implémentés, et disposent de leur propre réseau et expertise (en particulier en Égypte, en Jordanie et au Liban)
- Les normes culturelles et sociales apportent un soutien relativement fort aux entrepreneurs
- La jeunesse a conscience des défis environnementaux et des initiatives vertes ont commencé à voir le jour

Faiblesses

- Les politiques environnementales ne sont pas mises en application et le gouvernement n'estime pas que les défis environnementaux soient une priorité
- Les démarches administratives et la bureaucratie peuvent ralentir toute politique, collaboration et initiative impliquant le secteur public
- Les pays de cette région ne disposent d'aucun cadre juridique clair et d'aucun plan d'incitation pour soutenir ou promouvoir les entreprises vertes et circulaires
- Les parties prenantes et les acteurs du secteur de l'économie verte et circulaire ne se coordonnent pas à l'échelle nationale
- Les citoyens sont peu sensibilisés aux politiques et à l'économie circulaire, et réduisent généralement cette dernière à la gestion des déchets et à la production d'énergie propre
- Pas de culture de vérification des données et des faits : le comportement basé sur la perception peut entraîner une perte d'opportunités, de faibles revenus, une stigmatisation...
- La culture du favoritisme et du clientélisme est très présente dans la société
- Les dialectes parlés sont différents de l'arabe écrit, ce qui complique la lecture et la compréhension des réglementations et des politiques pour de nombreux entrepreneurs
- Peu d'idées innovantes/créatives de la part des entrepreneurs

Opportunités

- Le fait de se concentrer sur des secteurs spécifiques peut générer des gains rapides (en particulier en Jordanie et en Égypte)
- L'énergie est relativement chère : les énergies propres peuvent constituer une alternative économique et environnementale très intéressante pour les ménages et les entreprises
- Le secteur de l'économie circulaire est encore inexploité et aucune grande entreprise n'a encore essayé de s'emparer de la part de marché de ce secteur
- Les réseaux sociaux ont une influence considérable sur le comportement des consommateurs dans cette région

Menaces

- De nombreux services sont entièrement gérés par les gouvernements et ne sont pas ouverts à la privatisation (par exemple, la gestion des déchets). Par conséquent, les entrepreneurs verts et les PME ont d'importantes barrières à l'entrée
- La plupart des services gouvernementaux sont centralisés, ce qui réduit leur flexibilité et leur réactivité. Cependant, la gestion des déchets est généralement décentralisée et gérée par les municipalités ou les régions
- Les compétences techniques sont presque exclusivement concentrées dans les capitales (Le Caire, Amman...) et sont très rares dans les autres villes et zones rurales
- L'instabilité dans la région diminue les opportunités d'investissement en général et dans l'économie circulaire en particulier

- United Nations data. <https://unstats.un.org/unsd/demographic/products/dyb/dyb2012/Table03.pdf>
- Worldometers data. <https://www.worldometers.info/world-population/state-of-palestine-population>
- Human development data. UNDP. <http://hdr.undp.org/en/data>
- Trading Economics data. [https://tradingeconomics.com/Liban/literacy-rate-adult-total-percent-of-people-ages-15-and-above-wb-data.html#:~:text=15%20And%20Above\),Literacy%20rate%2C%20adult%20total%20\(%25%20of%20people%20ages%2015%20and,compiled%20from%20officially%20recognized%20sources](https://tradingeconomics.com/Liban/literacy-rate-adult-total-percent-of-people-ages-15-and-above-wb-data.html#:~:text=15%20And%20Above),Literacy%20rate%2C%20adult%20total%20(%25%20of%20people%20ages%2015%20and,compiled%20from%20officially%20recognized%20sources)
- The Global Competitiveness Index 2017-2018 edition. The World Economic Forum. http://www3.weforum.org/docs/GCR2017-2018/03CountryProfiles/Standalone2-pagerprofiles/WEF_GCI_2017_2018_Profile_Liban.pdf
- TCData360. The World Bank. 2017. https://tcdata360.worldbank.org/indicators/hdOe189de?country=JOR&indicator=607&viz=bar_chart&years=2017&indicators=944
- Global Entrepreneurship Monitor. <https://www.gemconsortium.org/economy-profiles/Liban>
- MENA startups break records in 2019, Égypte top country by number of agreements. Enterprise, the state of the nation. <https://enterprise.press/stories/2020/01/13/mena-startups-break-records-in-2019-Égypte-top-country-by-number-of-agreements-9742/>
- Transparency International, Corruption Perceptions Index, 2019. https://images.transparencycdn.org/im-ages/2019_CPI_Report_EN_200331_141425.pdf
- The Global Competitiveness Report 2019. World Economic Forum. http://www3.weforum.org/docs/WEF_TheGlobalCompetitivenessReport2019.pdf
- Labour Force and Household Living Conditions Survey 2018-2019. ILO. <https://data2.unhcr.org/en/documents/download/73718>
- World bank data. <https://data.worldbank.org/indicator/SL.UEM.TOTL.NE.ZS?locations=PS>

Clause de non-responsabilité

Cette publication a été produite avec le soutien financier de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité de SCP/RAC et ne reflète pas nécessairement l'opinion de l'Union européenne.

Retrouvez-nous sur www.switchmed.eu